

## Le projet de gazoduc Midcat de retour sous un nouveau nom

> <http://www.lindependant.fr/2017/10/20/le-projet-de-gazoduc-midcat-refait-surface-sous-un-nouveau-nom,3062196.php>

{article réservé aux abonnés}

L'Indépendant.fr | par Arnaud Andreu.

Polémique. Le gazoduc, dont le coût est estimé à 290 M€ pour la partie française, traverserait les P.-O. et l'Aude.

Au point mort depuis cinq ans, Midcat repart en trombe. Le très controversé projet de gazoduc, qui vise à interconnecter les réseaux de gaz français et espagnol en passant par l'Aude et les Pyrénées-Orientales, vient de ressortir des cartons sous un nouveau nom aux consonances anglo-saxonnes : South transit east Pyrenees (STEP). Pour l'heure, la société paloise Transports et infrastructures gaz France (TIGF), qui porte le projet de ce côté-ci de la frontière, se refuse à donner plus de précisions sur le dossier.

La firme souhaite attendre ce mois de novembre pour communiquer par le biais d'une conférence de presse. Cependant, elle a publié en juin dernier, sur son site internet, un dossier de présentation du projet qui se révèle des plus instructifs. On y apprend, par exemple, que TIGF et son partenaire Enagas (responsable de la partie espagnole du projet, qui suscite une grosse levée de boucliers en Catalogne Sud) se proposent d'interconnecter les réseaux gaziers français et espagnols « d'ici 2022 ». Ou encore que, côté français, « *les études en cours portent sur la création d'une canalisation enterrée de 120 km de long entre la frontière et la station de compression de Barbaira, dans l'Aude* ».

Sept ou huit postes de sectionnement destinés à assurer la maintenance de la canalisation devraient également être édifiés le long du parcours. Coût prévisionnel de l'opération : 290 millions d'euros.

- « **92 communes potentiellement impactées** »

L'aire d'étude réduite, en clair la zone où pourrait passer le futur gazoduc, s'étend sur plus de 1 000 km<sup>2</sup>. Elle comprend en tout 92 communes. TIGF assure, dans son dossier de présentation, avoir d'ores et déjà « *rencontré les communes concernées* ». L'entreprise annonce par ailleurs l'ouverture d'une phase de concertation d'ici la fin de l'année.

### L'intérêt d'un tel projet ?

« *En interconnectant les réseaux des différents pays entre eux, on favorise la mise en place de mécanismes de solidarité, chaque pays pouvant apporter un secours à ses voisins en cas de difficultés d'approvisionnement, plaide TIGF. Les interconnexions transfrontalières servent aussi à réduire notre dépendance vis-à-vis des pays exportateurs de gaz.* » La firme met aussi en avant

des « effets bénéfiques » au niveau local. Elle évoque notamment une « *sécurisation de l'alimentation en gaz de l'Aude et des P.-O.* » et assure que les retombées économiques d'un tel chantier seraient de l'ordre de 40 à 60 millions d'euros. à partager entre les secteurs du bâtiment, des travaux publics, de l'hôtellerie, de la restauration et du commerce.

### **Quelles conséquences pour les habitants ?**

**Paysages.** La canalisation que la firme souhaite implanter est souterraine. Mais le chantier n'en impactera pas moins les paysages. Une fois les travaux terminés, il faudra à coup sûr du temps pour que la nature reprenne ses droits. TIGF précise par ailleurs que « dans certains environnements, la canalisation peut rester visible sur la bande de servitude de 10 m. C'est le cas notamment lorsqu'elle traverse des boisements composés d'arbres de haute futaie (plus de 2,70 m) qui ne pourront pas être replantés ».

**Agriculture.** Le dossier de présentation de TIGF évoque une « indemnité de dommages aux cultures » qui serait versée pour compenser, entre autres, les pertes de récoltes dues au chantier.

**Urbanisation.** « L'implantation des gazoducs dans des zones faiblement urbanisées est systématiquement privilégiée », souligne TIGF. Quoi qu'il en soit, la présence d'une canalisation en sous-sol imposerait aux aménageurs futurs de prendre des dispositions spécifiques (convention de servitude interdisant toute construction ou plantation d'arbre sur une bande de 10 mètres). Dans les Pyrénées-Orientales, le Parti de gauche (PG) est pour l'heure le principal opposant au projet de gazoduc. « *Les critiques que nous formulons à son encontre sont essentiellement environnementales, indique le cosecrétaire départemental du mouvement, Francis Daspe. Les travaux vont défigurer les paysages et entraîner la perte d'une partie des terres agricoles. De plus, par le biais de ce projet, on investit dans les énergies fossiles alors qu'il vaudrait mieux investir dans les énergies renouvelables.* »

---

*Le détail du projet, de ses possibles conséquences sur les paysages, l'urbanisation et l'agriculture, ainsi que la carte des communes concernées dans nos éditions catalane et audoises de ce samedi 21 octobre 2017.*